



HUMEUR DE BLÉ CONTINUEZ, M. LE MINISTRE

Réponse intéressante du ministre de l'Agriculture le 4 juin à un sénateur Vert lors des questions au gouvernement. Tout en relativisant les inconvénients de l'agriculture biologique (infériorité des rendements, supériorité des prix), ce dernier lui demandait la réalisation d'une étude économique exhaustive sur ses « aménités positives » (sic) et sur les externalités négatives de l'agriculture productive, dite *conventionnelle*.

Le ministre aurait certes pu relever plus

formellement que le sénateur écartait implicitement de l'épuration les externalités positives de l'agriculture productive. Justice doit toutefois lui être rendue d'avoir souligné que, tout en développant des stratégies environnementales, « il faut tout faire pour que l'activité agricole garde sa dimension économique, productive, faute de quoi nous serons confrontés à des problèmes d'alimentation et d'accès à l'alimentation ». Et également, que la différence de rendement en bio, si elle est faible dans certaines

productions, peut être dans d'autres « de moins 40% ou 60% sur les céréales, notamment le blé ».

Voilà une manifestation bienvenue d'objectivité à l'heure où l'agriculture productive est bombardée quotidiennement de discours de marchands de peur qui réclament de lui enlever sans fondements avérés les moyens de la performance. Continuez, Monsieur le Ministre, montrez-vous encore plus lucide et incisif face à tous ceux-là, qui n'ont que faire de jeter le bébé avec l'eau du bain.

MARCHÉS

PRÉVISIONS DE RÉCOLTES 2015 AU MAGHREB : LE MAROC SEREIN, L'ALGÉRIE PESSIMISTE

Autant la pluviométrie au printemps a été favorable aux cultures de céréales au Maroc, autant elle leur a été défavorable en Algérie. Il en résulte des perspectives de récoltes 2015 asymétriques.

Tous s'accordent au Maroc -agriculteurs, vendeurs d'engrais et autorités- pour prédire une nouvelle bonne récolte après celle de 2014. Le ministre de l'Agriculture a même annoncé qu'elle pourrait atteindre 11 millions de tonnes (Mt), un chiffre record. Ce serait 11 % de plus que les 9,9 Mt de 2014 et 110 % de plus que les 5,3 Mt de la mauvaise récolte de 2012.

En Algérie, à l'inverse, c'est vers une seconde mauvaise récolte que s'acheminent les agriculteurs : selon les prévisions récentes, elle ne dépassera pas 3 Mt, moins encore que les 3,3 Mt de 2014 et loin des quelque 5 Mt de 2012 et 2013. L'irrigation n'aura pu y faire grand-chose, les surfaces céréalières qui en bénéficient représentant seulement 1,4 % des surfaces emblavées.

Quels que soient les impacts des récoltes du Maroc et de l'Algérie sur leurs niveaux respectifs d'importation de blé, la France aura à cœur d'y reconquérir, si le ciel le lui permet, les parts de marché qu'elle y a perdues ces 12 derniers mois. Du fait des intempéries exceptionnelles qui ont affecté la qualité du blé français à la récolte 2014, ces parts de marché sont en effet descendues de 88 à 65 % en Algérie et de 49 % à 28,5 % au Maroc par rapport à la campagne céréalière 2013/2014.

RUSSIE : LA FILIÈRE BLÉ AGITE LE SPECTRE D'UNE RÉGRESSION À L'ARGENTINE

Après avoir taxé de 35 €/tonne les exportations de son blé entre le 1^{er} février et le 15 mai dernier pour contenir l'augmentation du prix du pain, Moscou réédite. Les autorités russes veulent instaurer cette fois une taxe flottante à partir du 1^{er} juillet. Tant que le prix du blé sera inférieur à 191 €, comme aujourd'hui, son montant restera extrêmement modeste - 0,87 €/tonne au taux de change actuel - mais, au-delà, elle deviendra beaucoup plus élevée.

Les producteurs de blé russes, dont la mesure précédente a bridé le chiffre d'affaires pendant que l'inflation frappait leurs coûts de production, protestent contre cette nouvelle taxe. L'Union céréalière de Russie

fait valoir que la volatilité des cours des grains et du rouble rendront son montant imprévisible, que cette incertitude provoquera une perte d'intérêt des acheteurs internationaux pour le blé russe et que les superficies dédiées à ce dernier risquent de reculer au profit d'autres cultures. Référence est explicitement faite ici à l'Argentine. A force de continger de manière chaotique ses exportations de blé et de les taxer, l'Argentine a vu s'éloigner d'elle ses clients, notamment le premier d'entre eux, le Brésil, et elle a amené ses agriculteurs à substituer significativement d'autres productions à la culture du blé, faute de rentabilité.

FILIÈRES

COMMENT L'ISOBUTÈNE, HYDROCARBURE, PEUT PROVENIR EN FRANCE DU DESSUS DU SOL

Le mois de mai a vu la start-up française Global Bioénergies livrer à des industriels, le chimiste Arkema et la firme automobile Audi, les premiers lots d'un hydrocarbure - de l'isobutène - issu de matières premières végétales. Celui-ci a été obtenu en l'occurrence par fermentation de glucose d'amidon de blé. D'origine exclusivement fossile jusqu'à présent, l'isobutène est l'une des briques élémentaires les plus importantes de la pétrochimie où il est converti en carburants, lubrifiants, plastique, verre organique, acides. Arkema travaille sur sa conversion en acide méthacrylique, un composé essentiel des peintures acryliques. Audi l'utilise en partenariat avec Global Bioénergies pour produire de l'isooctane, un composant important de l'essence, sur le site pétrochimique de Leuna (Allemagne).

Très peu d'entreprises en Europe et dans le monde sont en mesure de proposer un procédé opérationnel de production d'hydrocarbure par fermentation du végétal. Peut être citée la société américaine Amyris, dont Total est actionnaire, qui produit un autre hydrocarbure que l'isobutène. Global Bioénergies a testé sur la plate-forme Biodémo d'ARD*, à Pomacle-Bazancourt (51), sa capacité à réaliser la fermentation à l'échelle d'un démonstrateur industriel. Ainsi construit-elle maintenant à Leuna son démonstrateur, d'une capacité de 100 tonnes/an. Enfin, il vient d'être annoncé la création d'une société commune au groupe sucrier Cristal Union et à Global Bioénergies pour construire en France une usine grandeur réelle de 50 000 tonnes/an à l'horizon 2017.

*ARD : Agro-industrie Recherche et Développement, structure de recherche privée mutualisée tournée vers l'ouverture de nouvelles voies de valorisation des cultures végétales. Unigrains, l'établissement financier des céréaliers, en est actionnaire.

COUPE DU MONDE DE BOULANGERIE : LES CÉRÉALIERES FRANÇAIS PARRAINENT UNE ÉQUIPE MAURICIENNE



Parrainée par France Export Céréales, l'organisme de promotion des céréales françaises dans le monde, une équipe de boulangers de l'île Maurice s'est qualifiée mi-avril à Istanbul pour la phase finale de la Coupe du Monde de la Boulangerie 2016, qui aura lieu à Paris.

Cette équipe a obtenu sa qualification en se classant 2^{ème} de l'épreuve éliminatoire pour la zone Afrique-Méditerranée. La sélection des boulangers à Maurice a été assurée par les Moulins de la Concorde, entreprise îlienne. Pour sa part, France Export Céréales a dépêché sur place des formateurs titrés « Meilleur ouvrier de France », rompus aux concours.

Exportateurs de farine issue de blé français à la Réunion, à Madagascar, dans les Comores, dans les Seychelles et au Mozambique, les Moulins de la Concorde sont un relai important pour nos débouchés dans cette partie du monde. Les consolider face à l'agressivité de la concurrence australienne en perpétuant la consommation de pain à la française dans la région, tel est le sens de la démarche de France Export Céréales.

PROMOTION

LES CÉRÉALIERES FRANÇAIS DANS UN PROJET D'ÉCOLE DE BOULANGERIE AU MAROC

Un protocole d'accord portant sur la création d'une école de boulangerie à Casablanca a été signé en avril dernier au Maroc entre les autorités gouvernementales, France Export Céréales - organisme de promotion de nos récoltes sur le marché mondial - et les fédérations marocaines de la minoterie (FNM) et de la boulangerie-pâtisserie (FNBP). Il est prévu que cette école ouvre ses portes fin 2016-début 2017. Le terrain sur laquelle elle doit être bâtie sera mis à disposition par la FNM tandis que la FNBP mobilisera les fonds pour la construction de l'immeuble et que France Export Céréales de son côté fournira l'équipement du matériel pédagogique et assurera la formation des formateurs.

Pour France Export Céréales, ce partenariat complètera celui qu'il entretient depuis 1999 avec la FNM dans l'école de meunerie de Casablanca. France Export Céréales assure là aussi la formation des formateurs, il en accueille régulièrement un certain nombre en France aux Journées techniques de la Meunerie et des Industries céréalières, il suit le fonctionnement du laboratoire d'analyses de l'école et il fournit des ouvrages pédagogiques aux étudiants-meuniers.

COMMUNICATION

COP21 : LA FILIÈRE CÉRÉALIÈRE COMMUNIQUE À PARTIR DES RÉGIONS

Dans le contexte de la préparation de la conférence COP21 (30 novembre-11 décembre à Paris), la collective d'information Passion Céréales va conduire durant tout l'été une campagne de relations presse auprès des médias régionaux. Thèmes de cette campagne : les enjeux du changement climatique pour la production de céréales, les initiatives prises pour limiter l'impact du phénomène sur les cultures et, enfin, tout ce qui est déjà réalisé par les différents acteurs des filières céréalières ou susceptible de l'être demain, pour contribuer à contenir le réchauffement atmosphérique, notamment en exploitant les atouts que représentent la photosynthèse et les potentialités de la Chimie du Végétal.

Un dossier doit être remis aux médias et des déplacements sur le terrain doivent leur être proposés. Outre une présentation de la problématique Défi climatique et Filière céréalière, le dossier contiendra, d'une part, des résultats d'enquêtes menées régionalement sur la perception de cette problématique dans le grand public et, d'autre part, des descrip-

tifs d'initiatives locales prises dans la filière céréalière pour la traiter. Cette campagne régionale de relations presse servira ensuite de point d'appui pour l'établissement d'un dossier diffusé aux médias nationaux pendant les moissons, puis à la veille de la COP21. Durant tout l'automne, les articles résultant de ces initiatives seront mis en ligne sur les sites et médias sociaux de Passion Céréales. Enfin, le contenu des dossiers de presse sera retravaillé afin de proposer aux enseignants des écoles, collèges et lycées des éléments adaptés aux programmes.

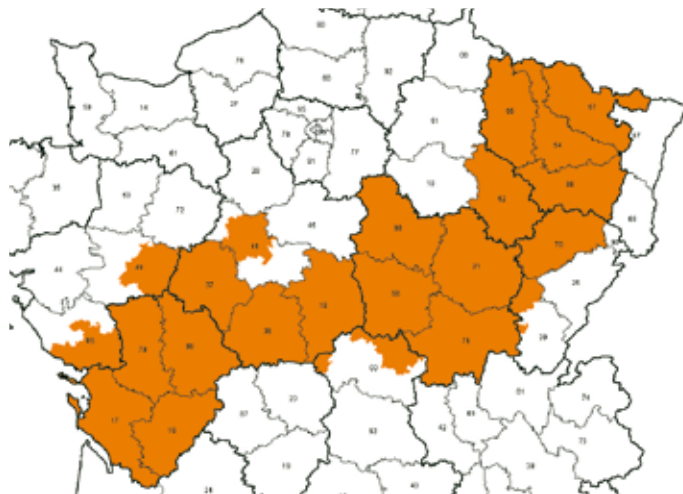
INFOCHIFFRES

CÉRÉALES ET OLÉOPROTÉAGINEUX : LES ZONES DITES INTERMÉDIAIRES EN FRANCE

Dans le cadre de la nouvelle PAC 2014-2020, certaines régions pourront proposer à partir de cette année à des producteurs de céréales et d'oléo-protéagineux une mesure contractuelle dont elles seront gestionnaires, appelée « Mesure AgroEnvironnementale et Climatique-Zones Intermédiaires » (MAEC- ZI).

Sont considérées comme zones intermédiaires par les Pouvoirs publics celles où la qualité des sols et les rendements sont plus faibles, d'une part, et les paiements PAC par hectare sont d'autre part inférieurs à la moyenne nationale. Pour l'année 2015, le ministre de l'Agriculture a retenu les départements et parties de département mis en exergue dans la carte ci-dessous.

Les zones de cultures retenues comme zones intermédiaires en 2015 par le ministère de l'Agriculture



« GÉOPOLITIQUE DU BLÉ - UN PRODUIT VITAL POUR LA SÉCURITÉ MONDIALE »

À LIRE

C'est l'un des défis les plus complexes de ce siècle : nourrir une population mondiale en croissance dans un contexte de raréfaction des ressources et de transformation des rapports de forces économiques entre les puissances. Bien le relever concourra pour une part importante à la stabilité des États et à la paix.

Dans son livre récemment paru « Géopolitique du blé - Un produit vital pour la sécurité mondiale »*, Sébastien ABIS, analyste politique, fait ressortir le rôle majeur du blé dans cette dimension stratégique. Le blé incarne toujours à quel point une matière première alimentaire détermine la sécurité mondiale et l'évolution des relations de pouvoir entre les rares pays qui en produisent beaucoup, et ceux, bien plus nombreux, qui doivent s'approvisionner sur les marchés internationaux. S. ABIS montre comment, face à ces disparités territoriales et aux dynamiques sociodémographiques en cours, face en outre aux risques de ruptures climatiques et géopolitiques, les stratégies des différents acteurs s'affirment.

* co-édité par Armand Colin et IRIS Editions, en vente en librairie et sur www.iris-france.org